

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18354 - 71ÈME ANNÉE

## Prévisions pessimistes et manifestations

# Les problèmes des Réunionnais demandent des réponses urgentes



Les mises en chantier sont insuffisantes. La crise du BTP est loin d'être terminée.

**Deux mois après les élections régionales, les difficultés s'accumulent dans tous les secteurs à La Réunion en ce début d'année. Ces problèmes demandent des réponses concrètes.**

La dernière campagne des élections régionales de 2015 a été riche de diversions. Le point culminant a été atteint durant la campagne du second tour, où Didier Robert et Huguette Bello étaient les complices d'une conspiration du silence sur les problèmes qui touchent La Réunion. Mais ces problèmes sont plus forts que tout. Deux mois après le scrutin, il n'est pas une journée sans montrer des illustrations concrètes de la crise, et donc l'urgence de répondre concrètement aux problèmes posés.

### Les signes de la crise des collectivités

C'est tout d'abord la situation inquiétante dans les communes. La dotation de l'État aux collectivités est en constante diminution. Le potentiel fiscal ne s'améliore pas, car la crise économique appauvrit la population. Ce sont donc des recettes en berne. La semaine dernière, le personnel de La Possession s'est mis en grève. Il a obtenu un plan de titularisation. Les travailleurs veulent en effet l'application de la loi, qui prévoit l'unité de la fonction publique. Pour financer cette mesure, de nouvelles recettes devront être trouvées. Dans l'état actuel, il semble difficile d'éviter une hausse des impôts.

À Saint-Paul, ces impôts vont augmenter. Face à la pression de ses promesses, le maire a décidé d'embaucher. La population paiera. Ces exemples sont les signes avant-coureur d'une crise financière qui guette les collectivités à La Réunion. En effet, l'octroi de mer est menacé. L'Union européenne a accordé ce qui semble être un dernier sursis, avec un prolongement jusqu'en 2020. C'est une source capitale du fonctionnement des communes. Une fois cet impôt aboli, comment les collectivités pourront-elles compenser le manque à gagner ?

### Catastrophe annoncée pour le BTP

La CAPEB et la FRBTP annoncent une situation catastrophique dans le BTP en 2016. Les effets du Plan logement signé par le gouvernement voici plus de 6 mois se font attendre. Les représentants des patrons mettent en cause la sincérité du Premier ministre. Les mises en chantier de logements sociaux sont en chute libre, quant au secteur privé, il est dans le marasme depuis plusieurs années. Le BTP a déjà perdu près de 10.000 emplois depuis l'arrêt des grands chantiers par Didier Robert, Gilbert Annette et Huguette Bello. Le projet de nouvelle route du littoral est bien loin de compenser toutes ces pertes. On est bien loin des milliers d'emplois annoncés. Il tourne aujourd'hui à plein régime, mais ne donne du travail qu'à quelques centaines de personnes. Compte tenu de la nature très spécifique des travaux, sur la mer, une partie des employés sont des travailleurs venus d'ailleurs. En termes d'emplois, la NRL est donc très loin de la route des Tamarins. Cette dernière donnait en permanence du travail à plusieurs milliers de personnes. Son chantier se situait sur terre, ce qui permettait aux entreprises réunionnaises de répondre à la demande.

### Menace mortelle sur la filière canne-sucre

La filière canne-sucre est toujours dans l'incertitude à cause de la fin des quotas sucriers. Les nouvelles qui arrivent de France ne sont pas rassurantes. Là-bas, une grande partie des éleveurs sont menacés de disparaître à cause justement de la libéralisation totale de leur marché. Les aides d'urgence de l'État ne suffisent pas. Les éleveurs demandent la garantie des prix. Mais cela signifie revenir sur la décision de suppression des quotas, une mesure que le gouvernement n'envisage pas.

À La Réunion, François Hollande avait réaffirmé l'engagement de la France à supprimer les quotas sucriers. Dans son discours en août 2014 à Bois-Rouge, c'était la seule certitude : pas question de remettre

en cause l'ouverture totale à la concurrence du marché du sucre en Europe à partir de 2017.

Pour 2017, le prix de la canne n'est toujours pas fixé. La Convention canne prévoit que les discussions s'engagent cette année. Face à l'incertitude, c'est la menace d'une année sans coupe brandie par des planteurs. La filière canne-sucre représente 18.000 emplois à La Réunion, cela concerne 100.000 personnes. L'arrêt de la production sucrière à Hawaii cette année montre qu'il n'existe pas de sanctuaire face à une concurrence sauvage sur la base du coût de production.

### Manifestations de jeunes

Depuis lundi, des jeunes ont décidé de manifester leur inquiétude face à cet avenir incertain. Il se mobilise dès maintenant, car ils savent qu'à la sortie de l'école, plus de la moitié d'entre eux seront au chômage. Ils refusent cette fatalité et dans le Sud, des grèves ont eu lieu au Tampon, à Saint-Pierre et à Saint-Louis.

Tous ces faits sont des illustrations supplémentaires de l'impasse dans laquelle se trouve le système, 70 ans après l'abolition du statut colonial. La Réunion est à la croisée des chemins, alors que la crise s'amplifie chaque jour.

**M.M.**

## Édito

# L'autonomie énergétique pour 2025 était réalisable à La Réunion

**L**e site Breezcar.com révèle cette information : « Engagée dans un vaste programme d'électrification de son centre-ville, Amsterdam a présenté vendredi dernier une batterie de mesures destinée à en faire la première ville « zéro émission » en Europe. Baptisé Measure Pack Clean Air for Amsterdam, le projet vise à interdire la circulation à tous les véhicules thermiques (diesel et essence) d'ici à 2025. Dès 2018, les voitures particulières diesel et les bus immatriculés avant 2005 ne pourront plus accéder au centre-ville, de même que les taxis dont la première en circulation est antérieure à 2009. Pour les scooters, la sanction est plus radicale encore : si leur première immatriculation est antérieure à 2011, leurs propriétaires ne pourront plus les utiliser à compter du 1er janvier 2018. »

2025, c'était la date à laquelle La Réunion devait atteindre l'objectif de l'autonomie énergétique. Ce mot d'ordre avait été lancé en 1999 par Paul Vergès. Puis des outils ont été créés pour atteindre cet objectif. Le PRERURE travaillait à la feuille de route pour arriver à un mix énergétique sans charbon ni pétrole. L'ARER, Agence régionale de l'énergie Réunion, lançait des expérimentations et assurait la promotion des énergies renouvelables. Des projets avaient déjà démarré. Le tram-train devait donner la première impulsion à la transformation des transports. Le pont de la rivière des Pluies et l'axe mixte entre Le Port et Saint-Paul comportent en effet l'emplacement prévu pour poser les rails du nouveau chemin de fer. La centrale photovoltaïque de la route des Tamarins devait fournir une partie de l'énergie nécessaire à la conversion du parc automobile au tout-

électrique. La première tranche a été construite sur le lieu de l'inauguration de la route des Tamarins par le Premier ministre, François Fillon, en juillet 2009.

Cette orientation et ces projets donnaient à La Réunion « un siècle d'avance », avait souligné Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, en 2008. Ils faisaient de notre île un exemple dans le monde.

Ces progrès devaient faire face à une opposition de conservateurs de toutes tendances. Gilbert Annette avait dit publiquement en substance que l'autonomie énergétique était irréaliste.

Quand l'union des conservateurs a placé Didier Robert à la présidence de la Région Réunion, toute cette dynamique a été brisée. Le projet de route en mer, dite nouvelle route du littoral ou NRL, engloutit désormais les crédits obtenus par Paul Vergès pour financer le tram-train et l'axe routier sécurisé entre Saint-Denis et La Possession. Le nombre d'automobile augmente toujours plus chaque année et frôle désormais les 400.000. Quant à la part des énergies renouvelables, elle a reculé.

Amsterdam est une ville de plus de un million d'habitants. Dans 10 ans, elle sera une métropole sans émission de gaz à effet de serre, car elle aura réussi à régler le problème de la principale source de pollution : les transports. Voilà qui rappelle que l'objectif d'autonomie énergétique était bien réaliste. Ce n'est qu'une condition de volonté politique. Mais ce n'est pas celle de ceux qui se sont affrontés au second tour des élections régionales. Didier Robert et Huguette Bello sont pour la NRL. Amsterdam montre qu'ils sont les défenseurs d'idées d'une époque révolue.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Nouvelles manifestations à Saint-Louis et à Saint-Pierre

# Les jeunes Réunionnais font entendre leurs revendications

**Nouvelle mobilisation des jeunes dans le Sud. Ils ont fait grève ce mardi à Saint-Louis contre la chaleur dans les classes et pour l'emploi. À Saint-Pierre, ils ont dénoncé les conditions de travail désastreuses au Campus professionnel géré par la Région Réunion.**

**L**es jeunes du Sud ont de nouveau choisi de chemin de la lutte. À Saint-Louis, des lycéens sont en grève depuis vendredi pour protester contre la chaleur dans les classes, et pour l'emploi.

Cette mobilisation met de nouveau en avant la question du calendrier climatique. À force de grignoter les vacances d'été au profit de celles d'hiver, le calendrier scolaire de La Réunion se rapproche de celui de la France. Mais une différence de taille sépare les deux pays : la France n'est pas une île tropicale située dans l'hémisphère Sud. Si en France, les jeunes ne vont pas à l'école dans la saison la plus chaude, ce n'est pas le cas à La Réunion. Les élèves réunionnais ont été contraints de reprendre les cours à la fin du mois de janvier, en plein été et en pleine saison des cyclones.

### Calendrier scolaire inadapté

Par contre, les semaines de cours pendant la saison fraîche ont diminué à La Réunion.

Cet alignement sur la France a lieu alors que La Réunion connaît également les effets du changement climatique. Les années récentes sont dans les plus chaudes jamais mesurées. La poursuite dans le monde d'une politique qui privilégie la consommation du pétrole et du charbon va poursuivre cette tendance.

Les jeunes du Sud ont donc raison de manifester pour travailler dans des conditions acceptables.

L'autre revendication est celle de l'emploi. Comme la veille au Tampon et à Saint-Pierre, les lycéens ont montré qu'ils sont inquiets pour leur avenir. Ils veulent travailler à La Réunion. Les responsables politiques sont donc clairement interpellés. Les jeunes ne veulent pas attendre d'être sortis de l'école pour préparer leur avenir. Ce n'est

pas parce que les médias sont très discrets sur les chiffres du chômage et la gravité de la crise que les jeunes ne sont pas informés. Ils rappellent que la priorité à La Réunion, c'est l'emploi. Le combat des jeunes mérite d'être soutenu.

### Campus Pro : que fait la Région Réunion ?

À Saint-Pierre, les stagiaires du Campus Pro étaient descendus dans la rue pour que la Région Réunion entende leurs revendications. Sous la mandature de Paul Vergès, la Région avait investi plus de 80 millions d'euros dans la transformation du centre AFRAP de Saint-Pierre en Campus professionnel de l'océan Indien. Au moment de son inauguration en septembre 2009, il était le plus grand établissement de ce type de l'Union européenne. Mais au bout de cinq ans de présidence de

Didier Robert à la Région Réunion, l'outil ultramoderne n'est plus que l'ombre de lui-même. Le 26 janvier, les jeunes avaient obligé la Région à discuter.

Mais au bout de trois semaines, les stagiaires ont de nouveau été contraints à la grève et à la manifestation. Ils dénoncent le délabrement de leur atelier, ainsi qu'un manque de professeur chronique. Les jeunes ont bloqué un rond-point à Saint-Pierre, ainsi que l'entrée du Campus Pro de Saint-Pierre. C'est pour eux la seule manière de se faire entendre. Les jeunes ne veulent pas des promesses orales des élus du Conseil régional, ils attendent des engagements écrits pour travailler dans des conditions dignes.

Cette mobilisation de la jeunesse est encourageante pour l'avenir. Elle montre que les jeunes prennent leurs responsabilités pour défendre leurs revendications.

## Après le vote des députés

### Human Rights Watch très inquiet de la prolongation de l'état d'urgence

**Human Rights Watch exprime sa très vive inquiétude face à la prolongation de l'état d'urgence pour 3 mois votée définitivement par l'Assemblée nationale hier soir.**

« Comme nous l'avons récemment documenté dans une enquête rendue publique le 4 février dernier, ces mesures d'exception, mises en œuvre sans contrôle judiciaire, sont extrêmement intrusives et dangereuses pour les droits humains, selon Bénédicte Jeannerod, directrice France de Human Rights Watch. Elles ont produit de nombreux abus et ont eu des conséquences désastreuses sur les victimes: dégâts matériels, souffrances psychologiques, sentiment d'injustice, défiance vis-à-vis des pouvoirs publics et des forces de police. S'exerçant le plus souvent contre des musulmans, les mesures de l'état d'urgence renforcent la stigmatisation de ces derniers et peuvent s'avérer contre-productives dans la lutte et la prévention du terrorisme ».

## Révélation dans l'Humanité

# « Au Brésil, l'ombre de Monsanto derrière Zika »

Dans un article publié hier, « l'Humanité » révèle un scandale sanitaire au Brésil. C'est un pesticide et non pas le virus Zika qui est responsable de l'épidémie de microcéphalies. Cette thèse est soutenue par un groupe de chercheurs argentins et brésiliens.



Au Brésil, le moustique ne serait pas le coupable de la catastrophe sanitaire.

« Et si l'épidémie Zika n'était pas le bon coupable ? Des chercheurs argentins mettent en cause un pesticide, injecté dans l'eau et produit par une filiale de Monsanto, d'être à l'origine des microcéphalies.

Le virus Zika serait-il vraiment responsable de la multiplication des cas de microcéphalie au Brésil ?

Un groupe de chercheurs argentins et brésiliens, coordonné par le docteur Avila Vazquez, pédiatre spécialisé en néonatalogie (spécialité médicale qui s'attache à prendre en charge les nouveau-nés) a, en tous les cas, soulevé cette interrogation. Dans une étude parue le 3 février dernier, ceux-ci ont en effet mis en doute la responsabilité du seul virus Zika dans l'augmentation exponentielle de microcéphalies enregistrées chez les nouveau-nés ces derniers mois. Selon eux, les cas de malformations à la naissance seraient dus, non pas au fameux moustique, mais à l'utilisation d'un pesticide : le Pyriproxyfen, produit par Sumitomo Chemical, filiale japonaise de la multinationale améri-

caine Monsanto. Ce pesticide utilisé plus particulièrement au Brésil, et injecté dans le réseau d'eau potable de certaines régions, sert à la lutte contre la prolifération du moustique-tigre, vecteur de la dengue.

### Un futur scandale sanitaire et financier

Partis d'un simple postulat, les chercheurs se sont demandés pourquoi Zika (virus identifié dès les années 1950 en Ouganda), une maladie relativement bénigne, ne provoquait pas partout des malformations chez les nouveau-nés. Et de s'appuyer sur la constatation qu'en Colombie, où il sévit également, mais où le produit chimique n'est pas utilisé, aucun cas de microcéphalie n'a été enregistré jusqu'à ce jour. Plus étonnant encore, ils font remarquer que, dans certaines zones où 75 % de la population a été testée positive à Zika, il n'y avait jamais eu de malformations comme celles observées au

Brésil : « Les malformations détectées chez des milliers d'enfants nés de femmes enceintes dans des régions où l'État brésilien a ajouté du Pyriproxyfen ne sont pas une coïncidence et ce, même si le ministère de la Santé incrimine directement le virus Zika », ont déclaré dans un communiqué les chercheurs à l'origine peut-être d'un futur scandale sanitaire et financier. La solution serait donc non pas à chercher dans les eaux stagnantes, mais dans l'eau potable des régions infectées et notamment celles du Nordeste brésilien, qui, avec 1 447 notifications de microcéphalies, est l'épicentre du phénomène.

Depuis plus de dix-huit mois, les autorités brésiliennes, sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), y injectent dans le système hydrique cet insecticide. Une solution pour le moins expéditive de lutter contre le virus, dans cette région qui est l'une des plus pauvres du Brésil où « 70 % des mères d'enfants atteints par la maladie vivent dans une extrême pauvreté », dit le Diário de Pernambuco (quotidien du Nordeste). Crise que ne connaît décidément pas le géant Monsanto, une nouvelle fois mis à l'index. Crise que ne connaîtront pas non plus les laboratoires pharmaceutiques, qui ont dix-huit mois pour trouver la solution et enlever le marché : « Une quinzaine de laboratoires et agences nationales de recherche sont sur les rangs », a déclaré la sous-directrice de l'OMS, le Dr Marie-Paule Kieny. Dans le lot, deux vaccins sembleraient des plus prometteurs : l'un est développé par l'Institut national de la santé américain – institution gouvernementale – et l'autre par le laboratoire indien Bharat Biotech. Mais les États-Unis pourraient très vite avoir une longueur d'avance. Barack Obama ne vient-il pas de demander au Congrès américain 1,8 milliard de dollars (1,6 million d'euros) pour combattre Zika ?

# Oté

## L'avnir va donn azot rézon ! Va donn bann jenn rézon !

*Matante Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi pans ke sé shé zot bann jenn la trouv drol z'idé konmsa : sète bann z'étudyan k'i vanj par raport lo shomaj alé oir zot i doi z'ète plis okipé par z'ot bak k'i ariv ké par lo travay ké zot i pé mèm pa domandé zordi. Moin lé sir, sé zot la bour lo krane bann marmay-la, avèk sa. Pars di amoin in n'afèr, si zordi zot l'aprè grévé zot la ! I di azot alé lèv travaye, zot va réponn la pa l'èr pou zot lèv travaye pars zot lé pa dann lo ka de rod travay. Donk zot lé lansé dann in grèv k'i intèrès pa z'ot ka, zordi. Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr, si mi konpran aou, bann marùmay la tor vanj kont in l'ékol i fabrik solman bann shomèr. Z'ot gran tor, sré d'fèr romark bann gran dirèktèr l'édikasyon nasyonale ké z'ot bato i pran lo fon. Olèrk prépar bann jenn pou inn vré vi d'travaye, i prépar azot pou in vi d'tir dyab par la ké... Matant, vi pans bann grévis la tor é nou ni pans ké sé la promyèr foi ké zot na rézon konmsa. Alor dopi l'az troi z'an, ziska l'az dizuit z'ané, ziska plis ankor aprè, bann jebnn rényoné i doi kass z'ot koko, pou déboush dosi arien. Vi trouv pa lé révoltan ? Vi trouv pa ké zot i doi révolté afors i tourn azot dsi zot mèm konm toupivy san naye. Eskiz mon pardon matant, sé banna ké na rézon sé pa sak i done azot tor zordi : l'avnir va donn azot rézon. Tok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**

« La pa pars ou I èm solèy, ké ou I doi plèr kan la nuite I tonm » - In kozman po la rout

Kosa sa i vé dir in n'afèr konmsa ? Ou i èm solèy é pa èm la nuite. Pètète pou ou solèy sé la vi, é la nuite sé la mor. Si inn i rann aou zoisyé, l'ot i rann aou tris. Mèl o provèrb i di i f opa ète konmsa, sak i vé dir I fo ou i èm lo zour avèk la nuite pa parèy si ou I vé mé I fo kant mèm ké ou I èm lé dé. In légzanp : ou i èm la fète, mé ou i sar pa zète out kor dann ranpar pars la fète la fini. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Fé travaye z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir, ké rant-rant, ni pé z'ète d'akor rantre nou.